



PRÉFET DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service habitat construction

Amiens, le 20 juillet 2016

Bureau accessibilité

Dossier suivi par : Alain Guérard

Tel : 03 22 97 21 78

ddtm-accessibilite@somme.gouv.fr

Dossier : 2016-206

**Avis
pour
l'accessibilité des établissements
recevant du public**

Demande d'Agenda d'Accessibilité Programmée «dit de patrimoine» n° 080021 16 AP 0005

Lycée du Sacré-Coeur

Demandeur : Mme Sylvie Seillier

Commune : Amiens

REGLEMENTATION APPLICABLE

- Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8 et R. 111-19-16 à R. 111-19-20,
- Loi n°2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 1er août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.
- Arrêté du 8 décembre 2014 et ses annexes fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements existants recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.



Synthèse du projet

Il s'agit d'une demande d'agenda d'accessibilité programmée «dit de patrimoine» pour le lycée du Sacré Coeur (établissement recevant du public existant de 3ème catégorie) situé 1, rue de l'Oratoire sur la commune d'Amiens, **d'une durée de 9 ans**.

Les travaux consistent en la mise en conformité aux règles de l'accessibilité de 5 bâtiments.

Stratégie adoptée pour la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements.

L'Agenda d'Accessibilité Programmée porte sur 3 bâtiments (B, C et D) situés rue des Augustins et 2 bâtiments (E et F) rue de l'Oratoire.

Tous les bâtiments ont été diagnostiqués en matière d'accessibilité.

1) Méthodologie

Les critères retenus pour la mise aux normes des bâtiments durant les neuf années de l'agenda d'accessibilité programmée ont été fixés comme suit:

- consacrer la première période à la construction d'un nouveau bâtiment pour accueillir l'espace sportif en remplacement de la chapelle désormais définitivement fermée,
- la seconde période pour les bâtiments E et F,
- la dernière période pour les bâtiments B, C et D.

2) Dérogations

Une liste non exhaustive de dérogations est fournie dans les dossiers.

Les demandes de dérogation devront être accompagnées des pièces justificatives suivantes :

a) impossibilité technique :

Attestation d'un professionnel du bâtiment (architecte, bureau d'études) justifiant de l'impossibilité technique.

b) disproportion manifeste entre les améliorations apportées et les coûts :

Devis des travaux envisagés, documents financiers et document du comptable attestant de l'impossibilité financière de prendre en charge les travaux pendant l'agenda d'accessibilité programmé.

c) Copropriété :

Délibération motivée de l'assemblée générale (citer les travaux) et extrait des statuts de la copropriété autorisant la présence d'un établissement recevant du public dans l'immeuble.

Estimation financière :

Calendrier des travaux de trois périodes représentant neuf années.

1ère période

*2 500 000 euros ht

2ème période

*337 950 euros ht

3ème période

*225 000 ht

L'estimation financière totale de la mise en conformité aux normes de l'accessibilité de l'ensemble des bâtiments du lycée du Sacré-Coeur s'élève à : 3 062 950 euros HT.

Remarques importantes :

Il est rappelé qu'avant la réalisation des travaux, chaque établissement devra faire l'objet d'un dépôt d'autorisation de travaux ou d'un permis de construire reprenant le numéro de l'agenda d'accessibilité programmé sus-visé.

Les dérogations accompagnées obligatoirement de mesures de substitutions ne seront étudiées que lors du dépôt des dossiers.


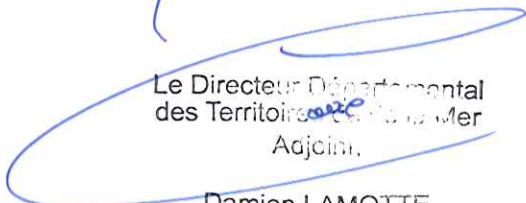
Aucun accord de principe ne peut être donné à ce stade d'avancement de l'agenda d'accessibilité programmé dit de patrimoine.

Avis

Le pétitionnaire devra se conformer, d'une part au respect des documents produits à l'appui de sa demande, et d'autre part au respect des dispositions techniques de l'arrêté du 1er août 2006 modifié précité.

J'émet en ce qui concerne mes services, au titre de l'accessibilité aux personnes handicapées, **un avis favorable** au projet repris ci-dessus.

Le Directeur départemental des territoires
et de la mer

 Jacques Banderier

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer
Adjoint,
Damien LAMOTTE

